

N° 153 - AOUT 1976

**GISCARD,
L'OUEST
ET NOUS**

[Notre Édito]

QUIBERON :

**LE SYMBOLE
D'UNE
BRETAGNE
COLONISEE**

(article p. 4/5)

PLOMELIN :

**LES
GREVISTES
DE
L'ETE**

(article p. 6)

PARIS :

**UN DROLE
DE SERVICE
SOCIAL**

(article p. 6)

LE PEUPLE BRETON

2^F
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé



LE DÉSERT BRETON

Edito

GISCARD, L'OUEST ET NOUS

Au début du mois de juillet, Giscard est allé en visite à Angers. Il n'est pas trop tard pour revenir sur certains propos qu'il a tenu à cette occasion. Sur certains silences, aussi...

En effet Giscard, en cette circonstance, n'a parlé que de l'Ouest. Le terme est constamment revenu dans ses propos. Certes, il a cité Nantes, Saint-Nazaire, la Basse-Loire, mais c'était là, pour lui, région et littoral « de l'Ouest ». Pas une fois le mot de Bretagne n'a été cité. Ainsi, insidieusement, n'en vient-on pas à nier une réalité humaine : le peuple breton au profit d'une artificielle construction : la région de l'Ouest ?

Même fausse, la régionalisation que nous subissons est sans doute encore trop subversive aux yeux de Giscard pour qu'il tente de noyer notre spécificité, notre malheur précis, dans le vague d'un « Ouest » que personne ne connaît... Et dans sa manœuvre, Giscard trouve des alliés : une certaine presse locale pour qui l'aire de sa diffusion — l'Ouest en question, comme par hasard — compte davantage que les réalités humaines. Mais aussi, de façon plus inattendue, le Parti Communiste Français, qui, en protestant contre les déclarations présidentielles, fait intervenir un responsable des « Pays-de-Loire » (?) qui ne craint pas d'affirmer : « Au delà du pays de la Loire, c'est tout le problème de l'Ouest atlantique qui est posé aujourd'hui »... Et la Bretagne, là dedans ?

Après avoir nié notre existence, Giscard poursuit sa démarche de propagande en assénant une énorme contre-vérité : « l'Ouest demeure prioritaire dans la politique d'aménagement du territoire », dit-il à Angers !

Mais de quelle priorité et de quel aménagement s'agit-il ? On peut le deviner lorsqu'on voit Giscard louer, avec un certain cynisme « la solidité, le sérieux, la conscience professionnelle et la modération du comportement des hommes qui habitent cette région ». C'est sans doute cette « modération » qui le pousse à promettre surtout... du vide.

En effet à côté de phrases creuses, où il est passé maître, du style : « l'Ouest se développera grâce à une vigoureuse politique de croissance » (sic), Giscard en a d'autres plus lourdes de menaces quand on sait que notre pays est voué à l'usage des militaires et des touristes : « L'avenir de l'Ouest sera amélioré par une politique de sauvegarde et d'amélioration de son environnement naturel ». Cette menace fut confirmée à maintes reprises ; notamment lorsque Giscard affirma que « l'impact de l'industrialisation doit être modéré. Il faut, dans cette région, une politique de villes moyennes, de contrats de pays, d'activités culturelles ».

Voilà ! Aux autres l'industrie, la production, le plein régime économique et commercial. Ici, nous allons donc vivre « d'activités culturelles », françaises, bien sûr ! Mais même françaises, elle ne rempliront pas l'estomac.

A moins que lassés de l'ignorance et du mépris officiel, excédés par les phrases creuses et les promesses jamais tenues, nous ne disions non. A moins que nous refusions d'être « l'Ouest »...



La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

METTEZ DE L'ARGENT A GAUCHE

Les progrès de l'U.D.B., le succès de la Fête du P.B., l'évolution du mouvement breton avec les reclassements et les simplifications qui s'y opèrent, tout cela fait de notre presse un instrument de libération de plus en plus important.

Cette importance risque d'attirer sur nous les coups de ceux qui savent que nous ne sommes vulnérables qu'au portefeuille. La nouvelle formule du journal, plus populaire, destinée à une grande

diffusion coûtera aussi bien plus cher. Et pourtant nous voudrions conserver notre prix de vente très bas pour être le plus lu possible, sans que l'argent constitue un obstacle pour l'un ou l'autre de nos amis lecteurs.

Cet argent, vous pouvez nous le donner en participant — même modestement — à cette souscription. Le P.B. est devenu le journal politique breton : permettez-lui de devenir tout simplement le premier mensuel breton. En donnant au P.B., vous ne perdez pas votre argent : cette somme, « mise à gauche », c'est la liberté bretonne que vous vous payez.

4^e liste :

Patrice Cahue, Brionne (27)	14,00 F
Françoise Monfort, Brest ...	20,00 F
M.G., Brest	10,00 F
M.G., Paris	10,00 F
Don d'un marjo, Langolvas	0,50 F
J.P. Guével, Paris	20,00 F
De la part de Youenn Soazig, stand du sel à la fête du P.B.	30,00 F
N.C., Paris	10,00 F
M.K., Quimper	20,00 F
Anonyme, Rennes	4,00 F
J.P., Suède	55,00 F
G.P., Suisse	29,00 F
J.C., St-Herblain	10,00 F
J.L. Jossic, Orvault	90,00 F
B.J., Gambais (78)	10,00 F
J.R., Ploudalmézeau	20,00 F
Maurice Nédelec, Fernel-Voltaire (01)	20,00 F
L.B., Versailles (78)	5,00 F
F.M., Angers (49)	20,00 F

Total de la 4^e liste 397,50 F
Report des listes précéd. 2 854,64 F

Total 3 252,14 F

P. PETIBON

Mécanographie - Organisation de bureau
35, Rue Kerampont - 22300 LANNION
Tél. 35.03.39

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304

29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F

De soutien : à partir de 30 F

Étranger : 30 F

Étranger (par avion) : 45 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,20 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Après les attentats

Un Communiqué de l'U.D.B.

« Quelques attentats sans grande importance ont été perpétrés ces derniers temps en Bretagne. L'Union démocratique bretonne dénonce une fois de plus ces actes irresponsables qui ne font que desservir la cause bretonne. »

« L'Union démocratique bretonne considère qu'il s'agit de provocations grossières et n'exclut pas l'œuvre de polices parallèles. En effet, l'un de ces attentats (celui de Locronan) a eu pour effet de permettre à la police, venue à grands renforts, de suspecter un militant de notre parti. »

« Aucun indice de début de preuve ne pouvait être retenu contre ce militant de la section de Cornouaille, qui n'avait rien à voir dans cette affaire... »

« L'Union démocratique bretonne pense qu'il s'agit d'une manœuvre d'intimidation, comme cela existe également dans la région de Locméné (Morbihan) où des parents de jeunes se rendant aux festou-noz sont interrogés sur l'appartenance politique de leurs enfants. »

« L'Union démocratique bretonne s'étonne que de tels procédés soient mis en œuvre contre ses militants et sympathisants, constate que le but est d'éloigner les Bretons de la lutte pacifique que nous menons. »

« L'Union démocratique bretonne ne saurait tolérer que de tels actes se renouvellent, sans faire appel à l'action de toutes les forces démocratiques. »

L'Union démocratique bretonne



M.P.B.

MUNICIPALES :

L'U.D.B. SERA PRÉSENTE DANS TOUT LE PAYS

BLOC contre bloc. Gauche contre droite. Personne ne peut plus dire des élections municipales de 1977 qu'elles ne seront pas politisées. Il ne s'agira pas seulement d'élire des gestionnaires. Un an avant la grande confrontation des législatives, le scrutin de mars prochain apparaît comme une première étape vers la victoire sur les forces réactionnaires qui contrôlent l'Hexagone depuis près de 20 ans.

Une nouvelle fois, notables, ministres et chargés de mission vont nous inonder de promesses à la mode de Bretagne. Et une nouvelle fois, plus activement encore que d'habitude, l'Union Démocratique Bretonne sera là pour les dénoncer et aider à faire mordre la poussière à ces fossoyeurs de notre peuple.

TROIS RAISONS

Réuni le 18 juillet en séance extraordinaire à la Maison du peuple de Brest, le comité directeur de notre parti a décidé de présenter un maximum de candidats dans toute la Bretagne, compte tenu de notre implantation et des situations politiques locales.

Trois raisons à cela :

- parti de gauche, l'U.D.B. se doit de mettre toutes ses forces au service du combat anti-capitaliste dont les municipales sont dans les circonstances présentes, un moment privilégié,
- l'aspiration du peuple breton à balayer la vieille société et à prendre en main son propre destin doit se traduire également dans les urnes. D'éventuels succès électoraux de l'U.D.B., seule ou avec d'autres partis, ne pourront qu'accélérer cette prise de conscience,
- le peuple breton, qui nous juge sur nos idées, doit également pouvoir nous juger sur nos actes. Et en ce sens, un mandat électif confié à l'U.D.B. ne pourra qu'améliorer la qualité de l'engagement de notre parti au service des classes populaires.

DIVISÉE OU UNIE

Divisée, la gauche part perdante. Unie, elle a de grandes chances de succès dans beaucoup de communes de Bretagne, notamment dans les plus grandes de nos villes. C'est pourquoi l'U.D.B. œuvrera d'emblée pour que se réalise dès le premier tour (surtout dans les communes de plus de 30 000 habitants) l'union populaire la plus large. En cas de désaccord entre les autres partis de gauche, ou en cas d'exclusive jetée contre elle, l'U.D.B. présentera éventuellement ses propres listes. A Brest, en 1971, devant l'incapacité de la gauche hexagonale à s'entendre, notre parti a montré qu'il savait ne pas décevoir ceux qui estimaient que Bretagne et socialisme étaient désormais inséparables.

D'ores et déjà, près de 200 militants et sympathisants sont prêts dans plusieurs dizaines de communes à assumer leurs responsabilités. Avec le soutien actif de nos cellules, sections et fédérations, ils s'engagent à défendre pied à pied les intérêts des travailleurs bretons sur la base des contrats municipaux qu'ils pourraient signer et sur la base du programme municipal de l'U.D.B.

Adopté par notre dernier comité directeur, ce programme s'oriente autour de quatre grands axes :

- une industrialisation génératrice d'emplois qui respecte les hommes et les sites,
- une solidarité entre municipalités progressistes de Bretagne,
- la création d'une véritable vie démocratique dans les communes,
- la promotion d'une authentique culture populaire de langue française ou de langue bretonne.

LE SOUTIEN

Les voix recueillies par la majorité des candidats de l'UDB aux dernières élections cantonales (par exemple 7,90 % à Rennes et 20 % au Huelgoat) montrent que notre combat est désormais bien engagé. Les élections ne résoudront pas le problème breton, mais peuvent aider à le poser en termes nouveaux. Face à la propagande gouvernementale diffusée par les mass-media, l'U.D.B. n'a malheureusement que peu de moyens : il appartient à tous les progressistes bretons de l'aider, notamment financièrement, à faire triompher une juste cause : celle du peuple breton.

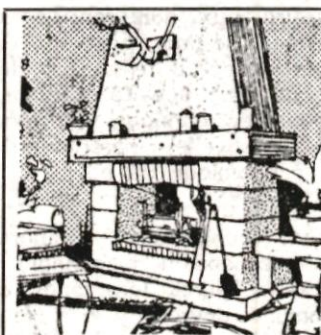
U.D.B. C.C.P. RENNES 2.365.78

Union Démocratique Bretonne

la
loire-atlantique
est bretonne

UNE NOUVELLE BROCHURE DE L'UDB

L'UDB vient d'éditer une plaquette consacrée au problème de la partition de la Bretagne. Illustrée, d'un format pratique (17,5 x 11,5 cm), sous couverture forte elle peut vous être expédiée contre vos noms et adresse accompagnant un chèque de 5 F. (4 F. + port) adressés à UDB - BP 304 - 29273 Brest Cédex.



CHEMINÉES
RENÉ BRISACH
(Granit et pierres tendres)

LORIENT - Tél. : 64-58-80
72, rue Maréchal-Foch
SAINT-MALO - Tél. : 56-60-89
Bellevue Centre Commercial
QUIMPER - Tél. : 95-26-18
17 ter, rue Haute - Locmaria

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX



en sauveurs de l'avenir de Port-Maria.

La restructuration de la conserverie fit passer le nombre des usines de onze en 1951 à quatre en 1973. A St-Pierre Quiberon, la seule conserverie a cédé dernièrement la place à la résidence Port-d'Orange. La résidence de Port-Maria a remplacé l'usine Rodel et partout le béton perce le littoral.

La commune, pourtant, réaffirmait en juin 1974 son intention de sauver l'intérêt général, celui des plus défavorisés, celui des marins-pêcheurs dans une passe difficile. Dans ce but, elle recherchait des interlocuteurs valables, des organisations qu'elle voulait représentatives. Quelques mois auparavant, cette même commune menaçait de poursuites judiciaires le syndicat C.F.D.T. des marins-pêcheurs qui menait une campagne d'affichage contre les abus des plaisanciers sous prétexte que les affiches dégradaient l'esthétique des murs de la ville.

Quelle organisation représentative la commune aurait aimé voir ? Sans doute un organisme dans le ton guère revendicatif.

A la même époque, quelques marins-pêcheurs subirent des interrogatoires serrés à la gendarmerie de Quiberon : on les accusait d'avoir coupé les filets que certains touristes mettaient en trop autour de la presqu'île. La colère avait semblé monter d'un cran, la répression s'était abattue en silence, inaperçue de la plupart des Quiberonnais. La presqu'île comptait à cette saison de l'année près de 70 à 80 000 personnes.

pladenou keltieg
rikou soner
38, STRAED PER-SEMARO
kemper

Les forces vives de la presqu'île sont atteintes et la population ne cesse de diminuer, en dépit des fanfaronades des notables.

QUIBERON reste le meilleur exemple en Bretagne d'un secteur côtier ayant subi une complète transformation en l'espace de quelques 20 années. Délaissant une activité traditionnelle comme la pêche, les notables orientèrent l'économie du pays essentiellement vers le tourisme. Une urbanisation anarchique s'en suivit livrant la presqu'île aux sociétés privées qui y construisirent immeubles et résidences.

La Pêche méprisée et sacrifiée

En 1960, 1 000 personnes vivaient de la pêche et de ses industries annexes (conserveries, magasins de mareyage). Aujourd'hui seulement 250 personnes vivent de l'activité maritime. Ce très net déclin peut s'expliquer par la diminution importante des apports de sardine mais cette raison seule ne suffit pas à expliquer la situation dans laquelle se trouve Port-Maria.

D'ailleurs, les personnes élues et responsables acceptèrent vite cet état de fait : « si la pêche manque, toute la famille est sans travail. Il est donc urgent d'envisager une seconde source de revenus et, indiscutablement, le tourisme est tout indiqué » (1). Le salut ne pouvait donc venir que du tourisme et les responsables municipaux n'hésitèrent pas à faire une propagande importante dans ce sens. « Quiberon, premier port sardinier de France » notait un an-

ciens dépliant du Syndicat d'Initiatives, et les conseillers municipaux d'ajouter « hélas, ce n'est plus qu'un souvenir ».

Renoncer à toute éventualité d'un renouveau, c'était condamner à l'avance toute possibilité de faire croire aux quiberonnais le redémarrage de leur port sur de nouvelles bases. Il fallait les détourner de leur activité traditionnelle pour les engager vers une industrie nouvelle garante de l'avenir économique du pays...

« Nous conduirons Quiberon dans une expansion raisonnable et contrôlée ». Toutes les zones de la commune devront y participer, notamment Port-Maria qui doit être réanimé ». Tels étaient les projets de la liste de Monsieur Golvan alors maire et sénateur, aujourd'hui conseiller général. Cela se passait pendant les élections municipales de 1971. Qu'est-il advenu de ces belles promesses trop vite avalées par les quiberonnais ?

A Port-Maria, le port est toujours aussi mort, mieux, les dernières infrastructures qui seraient capables de lui redonner un élan sont menacées : l'usine Saupiquet gêne les commerçants (voir P.B. octobre) car ils voudraient avoir la vue sur le port pour leurs clients afin d'arrondir leurs bénéfices à chaque fin de saison.

En avril 1973, Le Mouroux, président du Syndicat d'Initiatives,

remettait en question l'emplacement du hangar-criée et de l'usine Saupiquet. Il déclarait notamment « la commune a construit une criée qui ne sert à rien puisque tout le monde sait ici que la pêche est foutue, tolère une conserverie désaffectée depuis des années ». Le Syndicat d'Initiatives, lié au Comité des fêtes, a été le premier à se servir de la profession maritime pour animer la ville l'été. La fête de la sardine reste un monument dans le genre lorsqu'on assistait à la ballade sur les quais des notables qui se posaient



Quiberon, premier port sardinier de France, hélas ce n'est plus qu'un souvenir

Cliché le Peuple Breton

Cliché le Peuple Breton

DE LA COLONISATION

La coalition des notables et de la bourgeoisie locale

Lors de la construction de l'Institut de Thalassothérapie, Bobet et la commune se mirent d'accord sur certaines modalités à appliquer quant à l'emprunt à réaliser pour la construction de l'établissement. La commune affirma son soutien et en cas d'échec, celle-ci remboursait l'emprunt. Ces accords entre collectivités locales et privées montrent bien le rôle que peuvent jouer les communes littorales, à la défense des intérêts de l'industrie touristique. Bobet avait des garanties pour réussir son affaire, l'appui d'une municipalité réactionnaire sacrifiant tout pour la politique touristique.

Un bail de 99 ans des terrains communaux fut accordé à Bobet, qui ajouta une clause en marge du bail, à la barbe des responsables locaux : pour retrouver ses terrains, la commune devrait racheter les bâtiments, soit trois milliards de centimes (prix avancé par Bobet).

C'était faire payer cher la note aux contribuables locaux. Ainsi voulant favoriser un développement touristique, les élus laissaient le champ libre aux apprentis-sorciers d'une industrie de luxe.

Bobet, pour cacher ses ambitions, se veut social : « Aujourd'hui avec les problèmes de la conserverie, quel emploi pourrions-nous offrir à ces personnes qui ont trouvé un poste stable toute l'année dans une industrie propre ».

En fait d'emploi, l'institut procure 114 emplois dont 77 seulement pour la presqu'île. Les postes qualifiés sont occupés par des spécialistes de la région parisienne, les postes sans qualification restant aux Quiberonnais.

En fait d'industrie propre, les ouvriers de l'établissement côtoient sans cesse les personnalités renommées auprès du grand public (vedettes de cinéma, etc...). Le patronat joue cette carte de marque qui impressionne les Quiberonnais et qui les livre pieds et poings liés à l'exigence capricieuse de la clientèle. L'intervention du patron et la distribution de quelques pourboires ajoutent à la docilité des ouvriers envers la direction.

Le paternalisme de certains commerçants va d'ailleurs plus loin. Le Mouroux reste le porte-parole du genre et ses déclarations sont fracassantes : « Des logements sociaux sont indispensables et les mieux nantis devraient participer à l'hébergement des plus défavorisés ».

Malheureusement les problèmes sont là, c'est la misère des marins-pêcheurs, les difficiles conditions de logement, le prix exorbitant des terrains de la construction, des appartements, de la vie en général, et pourtant les commerçants continuent à faire fortune, il y a donc quelque chose de contradictoire dans l'analyse de Le Mouroux. Voici quelques chiffres :

- le m² de terrain : en bordure de route : 50 F - en ville : 150 F - en bordure de mer : 250 à 550 F.
- prix d'un F2 de 56 m² avec vue sur la mer : 175.000 F.

CHIFFRES POUR UN COMBAT

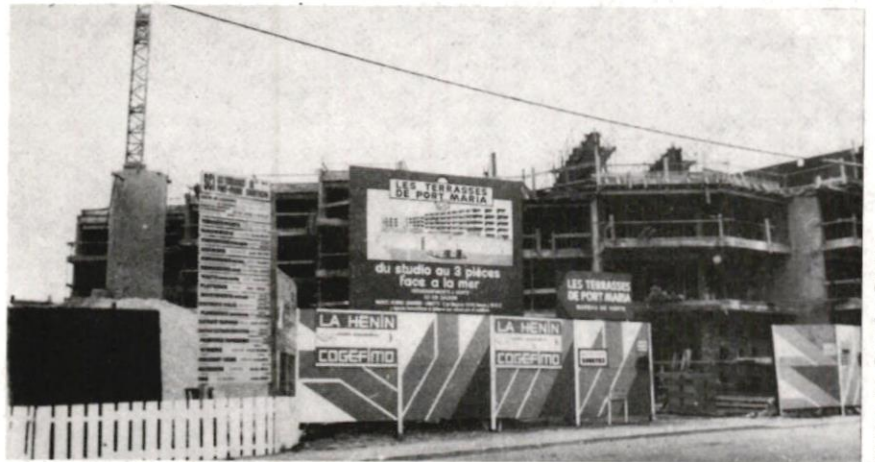
LE PRIX DE LA SÉCHERESSE...

Les paysans-travailleurs de Loire-Atlantique ont estimé les pertes subies par les agriculteurs, du fait de la sécheresse.

Voici en exemple les pertes subies par une exploitation moyenne orientée sur le lait :

Ferme de 38 hectares avec 2 UTH, 30 vaches laitières + élevage de génisses. **Pertes cause sécheresse :** Foin 2/3 = 2 t x 5 ha = 10 tonnes, 10 t x 40 c = 4 000,00 ; Maïs 5 ha x 3 000,00 = 15 000,00 ; Pâturage (1 mois) 100,00 x 50 = 5 000,00 ; Orge 30 q x 2 = 60 x 70 c = 4 200,00 ; Blé 2 ha, 30 q x 60 = 1 800,00 ; Paille, 5 t x 20 = 1 000,00 ; Concentrés : 30 kg x 30 vaches = 1 070,00.

TOTAL : 32 070,00 F (pour 2 travailleurs sur l'exploitation : perte approximative par travailleur : 16 000,00 F).



Cliché le Peuple Breton

Une urbanisation anarchique s'ensuit, livrant la presqu'île aux sociétés privées qui y construisent immeubles et résidences.

2 810 résidences secondaires contre 2 291 résidences principales en 1968. Sur 5 logements nouveaux apparus dans la région d'Auray entre 1962 et 1968, 4 étaient des résidences secondaires dont 3 dans le canton de Quiberon (2).

Les deux victimes

Les premières victimes sont et resteront les travailleurs quiberonnais. Les notables locaux se vantent d'empêcher la désertification du pays, mais au fil des années, le mouvement ne s'est guère ralenti. Ainsi Quiberon qui comptait en 1957 4 723 habitants ne compte plus en 1968 que 4 595 habitants. En l'espace de dix ans, 128 habitants de moins, cela n'est pas un résultat encourageant pour les notables. Au recensement de 1975 : 59 naissances, 79 décès pour 4 712 habitants. La population a augmenté mais ce sont les retraités qui sont venus gonfler la population. En tout cas, les forces vives de la presqu'île sont directement atteintes et la presqu'île devient une maison de retraite. Si un vieux dicton quiberonnais disait autrefois « celui qui vient en sabots à Quiberon, y use la paire et y reste toute la vie », la réalité est actuellement toute autre.

Le taux d'activité de la commune de St-Pierre Quiberon est de 26 % alors que celui du secteur Auray-Quiberon est de 38,1 % et celui de la Bretagne de 41,3 %. Alors, que peuvent espérer réaliser les notables en misant toujours sur une activité qui ne dure que trois mois dans l'année :

- 1) accroître les revenus,
- 2) freiner le mouvement de départ des jeunes.

Le premier but est certainement le plus visé, les déclarations et les attitudes des commerçants sont suffisamment claires à cet égard. Ils ont réussi à supprimer au commun des mortels, le droit de se promener au bord de la côte, le droit d'avoir la vue sur la mer, quand s'arrêteront-ils ?

Et puis, ils ont figé la vie traditionnelle en la donnant en pâture aux amateurs d'exotisme. Une person-

nalité locale déclarait dans ses notes sur QUIBERON que le village d'Hoëdic, il y a de nombreux touristes, lui rappelait l'illustration du livre d'Histoire de France d'Ernest Lavisse, à savoir un village gauchois...

Il n'hésitait pas dans le même ouvrage à inviter les visiteurs à entendre les pêcheurs parler breton, la langue de leurs grands-parents !...

Le Parc d'Armorique est aussi présent sur le littoral breton.

Les travailleurs en vacances subissent comme leurs compatriotes locaux l'intoxication d'une société qui vend des vacances à des prix exorbitants. 773.646 véhicules pendant l'été 1964, 1.478.429 véhicules pendant l'été 1973. Ils s'engouffrent sans cesse dans un cul de sac défiguré depuis 15 ans. Que vont-ils y chercher ? Victimes d'une publicité outrancière, ils s'entassent, chaque mois d'été, dans des campings pleins à craquer. Ils consomment beaucoup et ne changent guère leurs méthodes de vie citadine.

Le dépaysement n'y est pas, le soleil, ils essayent d'y avoir droit, quant à l'air marin, on le leur vend en boîte.

La vie reste horriblement coûteuse. Quiberon est une des stations balnéaires les plus chères de France. Les commerçants veulent cependant se dire défenseurs du touriste et du consommateur. L'opération « vacances sans surprises » lancée par le gouvernement en collaboration avec les syndicats d'initiative n'a pas empêché cet été les commerçants de vendre leurs crêpes-confiture à 3,50 F pièce et le cornet-saucisse à 6,00 F.

Sous couvert d'opérations faites pour calmer les esprits, le commerçant quiberonnais défend avant tout le touriste qui a les moyens de consommer considérablement. Il crée ainsi une sélection par l'argent.

Une élimination progressive des bourses modestes est ainsi réalisée au profit des industriels, cadres qui eux peuvent profiter pleinement de leur séjour à Quiberon.

Christian JICQUEL

PARIS UN DRÔLE DE SERVICE SOCIAL !



En 1975, Bonnet et De Blignières inaugurent le S.S.B.

Le racisme est illégal en France, il semblerait cependant qu'au Foyer du Service Social Breton, ce principe soit oublié.

En effet, la directrice de ce foyer, Mlle de Blignières (77 ans !) se permet de renvoyer une Algérienne et une Française d'origine nord-africaine acceptées par l'aide sociale ; motif : le nom de jeune fille de cette dernière était inscrit à l'encre rouge sur la feuille d'admission près de son nom de femme mariée !

En fait, malgré son nom, le foyer du Service Social Breton est un foyer financé par l'Etat. Une partie des lits seulement est réservée aux jeunes Bretonnes, par les départements bretons qui ont participé pour la 1/7^e à la construction du foyer.

Mais évidemment, le paternalisme de la bourgeoisie bretonne voit d'un mauvais œil l'arrivée de gens louches — noirs, arabes, gens aux noms bizarres — proposés par l'aide sociale. Pour être acceptée, mieux vaut être bretonne, vierge et catholique... Le règlement intérieur entre donc dans la logique de ce principe :

— Dehors les enfants, stigmates des mères célibataires, ils ne sont même pas acceptés dans le hall d'entrée.

— Dehors les amis de ces jeunes femmes, qu'elles aillent faire à l'extérieur ce que l'on appelle ici la prostitution, toute visite est interdite.

Une telle politique ne pouvait qu'amener la discorde entre résidentes — encore un exemple de la manière par laquelle le pouvoir divise les travailleurs pour imposer son ordre. Un pouvoir représenté ici par Bonnet, ministre de l'agriculture, dont la photo orne le boudoir de la directrice. Ce même Bonnet qui semble ici, faire la

pluie et le beau temps ! témoin cette phrase dans une de ses lettres à la direction : « Deux jeunes filles Morbihannaises (...) ont été jusqu'à me dire — ce qui m'a profondément surpris au demeurant — que certaines chambres étaient occupées par des ressortissantes de foyers africains. Je me refuse à le croire, mais si tel était le cas, je prendrai la liberté de vous rappeler que le S.S.B. mérite très largement son nom... »

Ce pouvoir accepte peu la contestation. Ainsi, face à la création d'une section syndicale, la direction réplique en attaquant la C.F.D.T. en justice ! Elle retire sa plainte qui n'était pas recevable, le jour du procès !

A la suite de cette répression raciale contre les résidentes et anti-syndicale contre le personnel, 80 % des travailleurs se mettent en grève le 11 juin. Aussitôt tous les grévistes sont licenciés (sauf la déléguée syndicale protégée par la loi), les résidentes qui manifestent leur soutien aux grévistes sont expulsées. Depuis, la lutte continue.

En face de tels faits l'on ne peut que se révolter contre cette direction sénile (la directrice a 77 ans, le président du C.A. 76, l'assistante sociale 70), contre la répression anti-syndicale, contre la façon par laquelle sont accueillies les jeunes bretonnes émigrantes.

Nos bons notables bretons qui se préoccupent si fort d'empêcher les jeunes Bretonnes qui arrivent à Paris de tomber dans la prostitution ne feraient-ils pas mieux de déployer leurs trésors d'imagination à leur procurer du travail en Bretagne ?

G. Kiger

Fabrique de poupées & broderies bretonnes
« AU KORRIGAN » Vente au détail
14, rue du Général-De-Gaulle — PONT-L'ABBÉ

PLOMELIN ENCORE UNE USINE-PIRATE !



Le stand des grévistes.

Depuis le 22 mai, c'est la grève aux établissements S.C.A.P.L.E.N. confection, installé à Plomelin, près de Quimper.

Considérée pendant une période après sa création comme une entreprise payant bien et ayant des conditions de travail convenables la S.C.A.P.L.E.N. est aujourd'hui semblable à beaucoup de petites et moyennes « obîtes » bretonnes où bas salaires, accélération des cadences, répression syndicale sont le lot quotidien. Sans doute MM. Sygnerole et Beizade, anciens cadres de chez Le Minor de Pont-l'Abbé cherchaient à attirer les meilleurs éléments de leur ancienne entreprise.

Cette situation devenant de plus en plus intolérable, les ouvrières de 2 chaînes de fabrication se mettaient en grève, 40 ouvrières plus 1 ouvrier, pour exiger l'ouverture de négociations, celles qui subissent en fait, par leur travail, les conditions de travail les plus difficiles. L'entreprise compte 115 salariés avec un tiers du personnel travaillant à domicile.

Après trois semaines de mutisme une première négociation aboutissait à un accord que la direction refusait de signer le lendemain.

Le 22 et le 30 juin même attitude des patrons qui font mine de négocier pour se rétracter quelques heures plus tard.

Ainsi depuis 1 mois Sygnerole et Beizade s'amusent sur le dos des travailleurs, jouant au pourrissement de la grève à l'approche des congés qui ont débutés le 6 juillet. Mais soutenus par la C.F.D.T. et les organisations et partis de gauche, dans le calme et la dignité les travailleurs ont fait front, convaincus de la justesse de leurs revendications.

Devant la détermination des grévistes, la direction a essayé d'utiliser les non-grévistes : une séance de signatures pour demander le « droit au travail » aboutit à un arrêt pour maladie de 5 ouvrières, ensuite c'est la mise en place d'un scénario bien connu avec la création d'un comité de défense. Oui, aujourd'hui, en Bretagne des patrons réussissent le tour de force de faire croire qu'on peut défendre le droit au travail pour 135 000 anciens frans par mois ! Oui la Bretagne est bien une colonie, et la surexploitation des travailleurs bretons est une triste réalité !

En plus de ce refus de négocier, M. Beizade s'est livré, devant les gendarmes à un rodéo après les grévistes au volant de sa voiture, une gréviste a été agressée devant chez elle par huit personnes, une plainte a été déposée.

Quant aux pouvoirs publics sous une fausse neutralité, ils appuient la direction : les gendarmes mobiles viennent dégager la route de l'usine, le Préfet déclare qu'il ne peut forcer M. Sygnerole à signer et ignore si la S.C.A.P.L.E.N. a bénéficié de primes pour son installation !

A une entrevue qui s'était déroulée à la préfecture le préfet s'étonnait de la présence de partis politiques, PCF, PS, PSU, UDB, dans la délégation qui accompagnait les grévistes, mais c'est bien d'un problème politique qu'il s'agit M. Le Préfet ! C'est la politique du pouvoir qui a sécrété en Bretagne des entreprises du genre de la S.C.A.P.L.E.N.. Depuis le grève du Joint Français de St-Brieuc les travailleurs bretons ont donné une nouvelle dimension à leur lutte contre la surexploitation. Par leur dignité et leur courage les travailleurs de la S.C.A.P.L.E.N. font progresser cette exigence.

U.D.B. Quimper

BREIZH-BAR
Crêperie
PLOUDALMEZEAU

unico
LIBRE SERVICE

Pierre QUÉMENER
29218 Huelgoat - Tél. 93.71.11.



BAR ECOSSAIS
bar d'ambiance
bières étrangères



243, Rue JEAN-JAURES - BREST-tél : 02 20 08

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

OFFRES D'EMPLOI

• Recherche personnes pour saison vendanges (début à fin septembre). S'adresser : Ernest Chiron, propriétaire-récoltant à La Chapelle-Heulin (44).

DEMANDES D'EMPLOI

• J.H., dégagé obligat. militaires, possédant B.E.P.-J.E.V. cherche travail en horticulture. S'adresser : J.P. Hamon, rue Saint-Yves prolongée, 22220 Tréguier.

• J.F., 28 ans, licence lettres modernes, cherche emploi vendeuse librairie, av. si possible rayon Bretagne, ds région Lannion préférence ou Morlaix. Ecrire : Michèle Beyer, Kreisker, Botmeur, 29218 Huelgoat.

ÉDITIONS AL LIAMM

Directeur : Ronan Huon

Derniers titres parus :

MARI VORGAN Roparz Hemon
Roman : 22 F

VA ZAMMIG BUHEZ J. Priel
L'enfance d'un Trégorois : 24 F

AR BAGANIZ Tangi Malmanche
Pièce en 3 actes : 27 F

En souscription jusqu'au 15 avril :

YEZHADUR BRAS AR BREZHONEG Fransez Kervella
Grammaire de la langue bretonne
500 pages, 38 F au lieu de 50 F

En librairie et chez Mlle J. Quellé
47, rue Notre-Dame - Guingamp
C.C.P. 1136 82 Rennes
Catalogue sur demande

AUBERGE TI AR MENEZ

RESTAURANT
Soirées - Spectacles
LOCRONAN - 91-73-64

D'AUTRES LE DISENT

armor
magazine

(Juin 1976)

Les gauchistes et l'Emsav

Les organisateurs de la fête de l'unité, à Nantes, avaient demandé que seuls le Gwen bar dû et les oriflammes de nos villes figurent dans la manifestation. Mais les gauchistes (à ne pas confondre, surtout, avec les hommes de gauche !) sont gens envahissants : ils étaient là avec leurs drapeaux rouges ou noirs et leurs slogans agressifs. Dix gauchistes qui crient, cela fait plus de bruit que cent militants de style... traditionnel.

Ils sont archi-minoritaires mais omniprésents. Leur tentative de récupération de l'Emsav ne va pas sans danger car leurs outrances indisposent, c'est le moins qu'on puisse dire, le peuple breton dans sa grande majorité ; la façon dont ils huèrent à Nantes certains orateurs venus apporter le témoignage de leur solidarité a choqué beaucoup de militants bretons qui n'ont assurément pas de leçons à recevoir d'eux. Il faut bien constater que, par les réactions hostiles qu'ils suscitent, ils se font les alliés objectifs des ennemis de la cause bretonne. Et cela amène, ici comme ailleurs, à se poser des questions...

BAZAR BREIZ

BIZARRE DE BARZAZ

Lu dans « Ouest-France » du 17 juillet - et récidive le 19 : Carnac - 19 juillet - au « Stirwen » le « Bazar-Breiz » à 21 h 30... Mais est-ce vraiment une coquille ?

Et si oui, ne porterait-elle pas plutôt sur le mot « Breiz », si impropre à nos yeux, quand, dans notre Bretagne livrée aux fourrures, il couvre les opérations du Big Bazar Business ?



**BAR
LE TRISKELL**

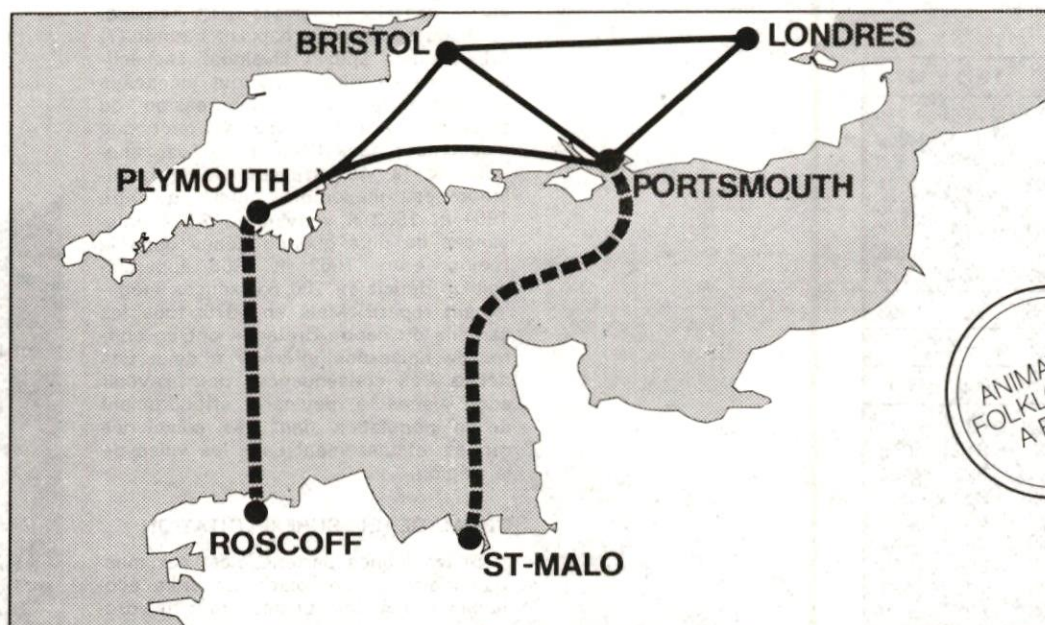
Place Guérin — BREST
☎ 44.56.65.
Guiness à la pression

ARTISANAZ BRETON

Chapelle de TRONOEN
en St-Jean-Trollimon

30 artisans exposent toute l'année soies, bijoux, poteries et tissages...

Une Compagnie bretonne met la Bretagne aux portes de la Grande-Bretagne.



A partir de 120 F A.R. par personne.

Départ tous les jours de ROSCOFF : sur Bonanza à 9 h, sur Penn-Ar-Bed à 23 h.
De SAINT-MALO : sur Armorique à 11 h.

brittany ferries

Informations et réservations dans toutes les agences de voyages. Et, Gare Maritime 29211 Roscoff. Tél. : (98) 69.07.20. Gare Maritime 35400 Saint-Malo. Tél. : (99) 56.42.29.



Cliché Le Peuple Breton

DÉSERT OU

LE C BRE

Parler de la situation du centre-Bretagne, c'est d'abord évoquer les nombreux travailleurs de cette région qui depuis cent ans ont dû émigrer, et doivent encore partir : plus de 10 000 départs entre 1954 et 1962, plus de 6 000 entre 1962 et 1968, d'une région qui compte à peine 100 000 habitants ! C'est ce « pays » du Poher, ou de Haute-Cornouaille, à cheval sur trois départements, qui compte en gros 10 cantons : Carhaix, Châteauneuf, Huelgoat pour le Finistère, Gourin pour le Morbihan, Mael, Callac, Rostrenen, St-Nicolas, Gouarec et Corlay pour les Côtes-du-Nord.

L'évolution de la population de chacun de ces cantons montre la désertification du centre-Bretagne : l'ensemble a baissé de 5,5 % entre 1962 et 1968, de 7 % entre 1968 et 1975. Les cantons ruraux sont bien sûr les plus touchés : Mael-Carhaix a perdu 12 % de sa population en 7 ans (1968-1975), Callac 12 % également, Gouarec 9 %, Huelgoat 13 % — la ville proprement

dit perd 10 %, ce qui est peu à côté de la commune voisine de Locmaria-Berrien, et celle, imminente, de la centrale de Brennilis (tableau I). Une étude récente faite par deux jeunes lycéennes de Carhaix sur « l'exode rural à Spézet » montre que la commune a perdu 90 % de sa population entre 1911 et 1975 (de 4095 à 2176), et 9 % entre 1968 et 1975.

Seules quelques très rares communes voient leur population augmenter ; mais ces gains sont loin de compenser les pertes des communes environnantes : ainsi la commune de Châteauneuf gagne 19 h. entre 1968 et 1975 alors que le canton en perd 1 150... Et le canton voisin de Pleyben 1 385 ! La ville de Carhaix progresse de 1 228 h., mais compte tenu de la baisse dans le canton, l'excédent n'est que de 507. Piètre « décollage »... De même à Rostrenen, autre « point d'ancrage » supposé du centre-Bretagne, sur les 156 h. que gagne l'agglomération, il y a presque 100 internes dans les établisse-

ments scolaires (population « comptée à part » dans le recensement). Au total, le canton de Rostrenen perd 34 h. ; et encore à Plouguernevel, où la population municipale baisse, faut-il noter une augmentation de 254 h. dans la population « comptée à part », c'est-à-dire les malades de l'hôpital psychiatrique si tristement célèbre... Image d'une Bretagne sous-développée, vieillissante, en proie à l'alcoolisme, et victime d'une véritable saignée.

Car bien sûr, ce sont les jeunes qui partent. Entre 1962 et 1968, la population a évolué ainsi : 0-19 ans : — 8 % ; 20-64 ans : — 9 % ; + 65 ans : + 14 %. Les assez nombreuses constructions ne doivent pas faire illusion : ce sont souvent les anciens qui reviennent et qui construisent, et les jeunes qui s'en vont... Tout le prouve ; les chiffres bien sûr, mais surtout ces villages désertés aux quatre coins de la région (Botmeur, St-Nicodème, Trémargat, Tréogan, Motreff, Leuhan etc...), ces C.E.G. fermés à La Feuillée, Poullaouen, Mael-Carhaix, et bientôt (?) à Landeleau, Spézet, Huelgoat, ces écoles primaires rurales partout menacées de fermeture ou de suppression de classes. Cette tendance ne peut que s'accroître dans l'état actuel des choses, car le vieillissement de la population est inexorable : alors qu'entre 1954 et 1962 il y avait eu 2 514 naissances de plus que de décès dans la région, entre 1962 et 1968 apparaissait un déficit de 200 naissances inégalement réparti. Mais en 1975, tous les cantons du centre-Bretagne ont un chiffre de naissance inférieur à celui des décès. Les conséquences pour l'avenir sont aisées à deviner : effondrement de la population dans les communes rurales, et tassement dans les villes de la région.

CHOMAGE ET SUREXPLOITATION

Si les jeunes partent, c'est par manque d'emplois sur place. La crise économique n'a fait qu'accroître le problème, et le chômage est important (plus de 700 demandeurs au printemps 76 pour la seule agence finistérienne de Carhaix, et ce avant l'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail), même si les chiffres, en zone

rurale, sont loin de traduire la réalité du sous-emploi.

Cette situation est d'autant plus dramatique qu'il y a peu ou pas d'espoir de reprise, de « sortie du tunnel » : lorsqu'une usine ferme, c'est pour de bon, comme aux ardoisières de Ste-Tréphine, ou aux kaolins de Berrien — quand bien même la rumeur de « reprise » des kaolins par un groupe anglais se confirmerait, elle se traduirait par le réembauchage de 20 ouvriers (sur 150 licenciés) 18 mois après... Qu'une entreprise locale ferme pour faillite ou soit absorbée par des trusts capitalistes, le résultat est le même : perte d'emploi définitive. La concentration industrielle ne risque guère de profiter aux travailleurs du centre-Bretagne !

De fait, le secteur industriel est très faible : 16 % de la population active contre 26 % pour le tertiaire et 58 % pour le secteur primaire ; et encore la

Canton d'HUELGOAT	1962	1968	1975
HUELGOAT	2 057	2 456	2 230
BERRIEN	1 331	1 179	1 069
PLOUYE	1 241	1 048	958
LA FEUILLEE	901	781	691
BOTMEUR	333	277	236
BOLAZEC	544	479	394
SCRIGNAC	1 946	1 687	1 405
LOCMARIA-BERRIEN	533	454	325
Total du canton	8 886	8 361	7 308
baisse en %	— 6 %	— 13 %	
Canton de CALLAC	1962	1968	1975
CALLAC	3 002	3 042	3 024
BULAT	970	812	658
CALANHEL	585	522	422
CARNOET	1 489	1 350	1 061
BUAULT	787	638	529
LOHUEC	568	493	452
MAEL-PESTIVIEN	917	800	650
PLOURAC'H	836	742	592
PLUSQUELLEC	902	825	699
ST-NICODEME	356	316	274
ST-SERVAIS	801	657	575
Total du canton	11 213	10 198	8 937
baisse en %	— 9 %	— 12 %	

Ainsi naissent
les déserts...

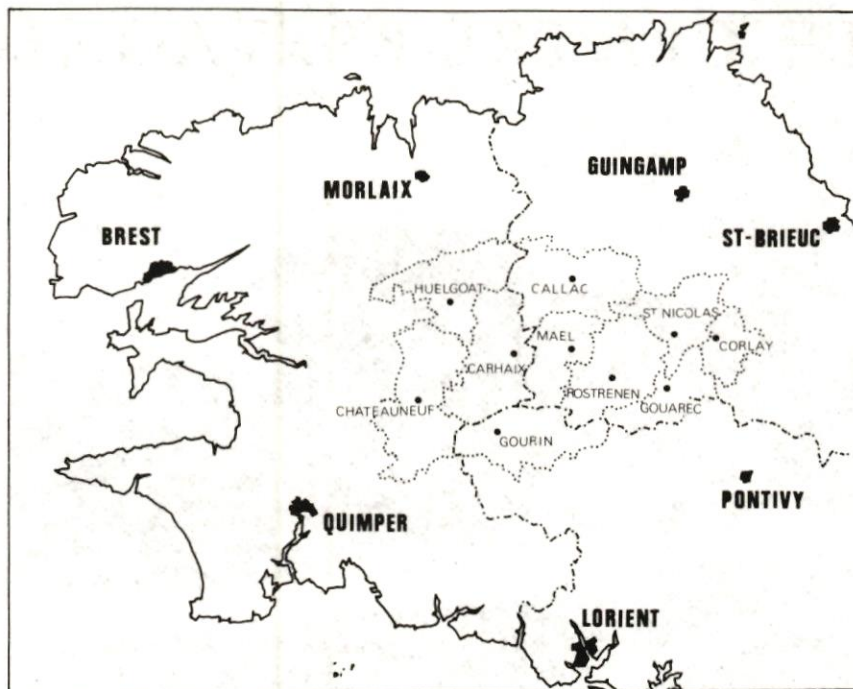


Carrière fermée à Sainte-Tréphine.

Cliché Le Peuple Breton

LE 9 AOÛT ALAN STIVELL EST À B

TERRES D'AVENIR ? CENTRE BRETAGNE



Cliché Le Peuple Breton

moitié des ouvriers travaillent dans le bâtiment et les travaux publics, à peine le quart (23 %) dans l'agro-alimentaire, et l'autre quart dans diverses petites entreprises (bois, matériaux...). Seules 4 entreprises de la région ont plus de 100 salariés. La nouvelle génération industrielle promise par le CIDELOB, le CELIB, les notables, n'est pas venue ! Rappelons qu'en 73, le CIDELOB pour arrêter l'émigration fixait comme objectif la création de **1 000 emplois par an** dans le centre-Bretagne, dont 500 à Carhaix ! Un document plus récent émanant de la mairie de Carhaix affirme que pour maintenir la population, il faut créer 700 emplois par an d'ici 1985... On sait qu'il y a une marge entre le rêve et la réalité, et l'implantation de l'AOIP à Carhaix, tant de fois promise, s'apparente pour l'instant à une supercherie : comme titrait le **Télégramme** à ce propos l'an dernier, « les Pères Noël n'amusent plus ».

Seul miracle industriel, l'implantation de la cartonnerie Menigault à Carhaix en 1976 a permis au sous-préfet Vadi de Châteaulin de faire un bilan : « si l'on excepte les industries agro-alimentaires et d'aliments du bétail, l'usine Menigault de Carhaix se trouve être l'une des seules entreprises purement industrielles à s'implanter dans le Finistère ». La réalité (70 emplois, à terme, tous masculins, à peine de quoi reclasser la moitié des ouvriers des kaolins) montre à l'évidence la légèreté et la mauvaise foi des pouvoirs publics, et la duplicité des notables locaux fêtant leur « pari gagné ». Pari gagné, oui, les nouvelles primes à la création d'emploi forment 20 % du coût total des investissements.

Cette Bretagne sous-développée, si elle n'a pas bénéficié des décentralisations industrielles tant promises, ni donc des « usines-pirates » bien connues (textile, électronique etc.), reste un terrain privilégié pour les « chasseurs de primes », c'est-à-dire des patrons de choc de moindre envergure, d'origine locale, mais conscients que le sous-développement, le chômage, et ce volant de jeunes, de saisonniers, d'étudiants les met en position de force : « c'est ça ou rien », la surexploita-

tion ou l'émigration. Ayant le monopole de l'emploi dans leur secteur, ils peuvent avec la complicité des pouvoirs publics et des notables, pratiquer une politique des bas salaires et de refus « musclé » de toute implantation syndicale. Ces patrons-pirates emploient parfois une centaine d'ouvriers et d'ouvrières, et s'appellent Chevalance à Poul-laouen (pisciculture), Tilly à Guerlesquin (abattage de poulets), La Chaillotte à Corlay, pour ne citer que quelques noms connus, car les abattoirs de ce type sont nombreux dans la région de Carhaix-Rostrenen, et rares sont ceux qui reconnaissent aux travailleurs le droit à un salaire décent, le droit de se syndiquer et le droit de grève. L'exploitation en centre-Bretagne a vraiment une dimension supplémentaire, que nous appelons une dimension coloniale.



Le Peuple Breton/A.Y.K.

Ligne supprimée : première étape du désenclavement ferroviaire ?

RESTE L'AGRICULTURE ?

La population agricole représente en effet 58 % de la population active dans l'ensemble de la région (47 % dans le canton de Carhaix, 57 % Châteauneuf, 58 % Gourin, 66 % Mael-Carhaix, 68 % Callac - Chiffres INSEE 68). Mais entre 1962 et 1968, ce sont 10 000 emplois qui ont disparu de ce secteur dans la région (alors que 3 000 emplois étaient créés ailleurs). Cette population agricole est âgée : en 1973, 40 % avait plus de 55 ans. On assiste donc à de nombreux départs, et à une disparition accélérée de la petite exploitation : le nombre d'exploitations du canton d'Huelgoat est passé de 1 548 à 978 entre 1955 et 1970, et de 2 690 à

1 968 dans celui de Châteauneuf ; plus récemment (entre 1969 et 1975), leur nombre est passé de 10 913 à 9 959 dans l'arrondissement de Guingamp qui comprend les cantons du sud-ouest des Côtes-du-Nord.

Cette disparition de la petite exploitation est liée à l'impossibilité pour les jeunes de s'installer, à moins d'un endettement énorme, de plusieurs dizaines de millions d'anciens francs. Seuls les enfants de propriétaires conséquents peuvent espérer prendre la succession. Pourtant davantage de jeunes aujourd'hui veulent rester à la terre (7 élèves sur 10 d'une école d'agriculture des Côtes-du-Nord voudraient reprendre l'exploitation de leurs parents selon une récente enquête), car c'est bien souvent la seule façon de rester au pays. Mais l'orientation actuelle de l'agriculture voulu par le gouvernement et les pouvoirs publics le leur interdit, puisqu'il va dans le sens d'une plus grande concentration et d'une industrialisation plus poussée de la production (porc, volailles, taurillons). Qui cumule les terres ? A qui vont les prêts du Crédit Agricole ? En plus de ces problèmes de structure et du foncier, le petit exploitant connaît des problèmes quotidiens : cours irréguliers, et généralement baisse du revenu, en tenant compte surtout des augmentations des aliments, des engrais et de l'outillage de plus en plus onéreux qui est nécessaire à ces nouveaux types de production. Enfin, le paysan, dans une agriculture de plus en plus intégrée au système capitaliste et de plus en plus liée aux trusts (commercialisation, aliments, machines etc...) se retrouve impuissant, même à l'intérieur des coopératives. « A qui profite le lait ? » Poser la question, comme le faisaient récemment les paysans travailleurs de la région, c'est déjà y répondre : certainement pas le petit producteur (primes à la quantité) !

MAIS QUE FAIT LE POUVOIR ?

Que fait le pouvoir face à cette situation dramatique ? Rien. Rien bien sûr pour garantir véritablement le revenu des paysans. Rien pour empêcher la disparition des petites exploitations, et surtout la main-mise des grands trusts agricoles multinationaux. Au contraire c'est la politique constante du pouvoir, depuis le Plan Mansholt et le rapport

Vedel, de favoriser cette restructuration des exploitations et cette intégration de l'agriculture bretonne à l'agriculture capitaliste du Marché commun actuel.

Rien non plus n'est fait bien sûr pour empêcher la fermeture d'usines et les licenciements, puisque le pouvoir giscardien veut faciliter la restructuration de l'industrie, donc la concentration et le développement de multinationales. Qu'à fait le pouvoir pour les kaolins de Berrien ? Le député Rohel, à titre d'exemple, ne s'était même pas donné la peine d'étudier le dossier avant d'accompagner une délégation d'ouvriers à Paris ! Tant pis pour les « canards boiteux »... et les travailleurs du centre-Bretagne ! D'ailleurs, qu'a fait le pouvoir pour la SICCA, pour D'Onval, pour Fougères, pour la CO.MI.REN. etc... Le schéma est partout le même : derrière les études, les promesses, souvent les mensonges, se dessine un projet de liquidation de l'industrie bretonne, comme de l'agriculture, au nom de la rentabilité, c'est-à-dire du profit maximum.

Les études ici sont celles du CIDELOB, récupéré par le pouvoir, puis définitivement liquidé, et des études locales qui prévoyaient que la création de 1 000 emplois par an, qui 700, qui 1 700 au VII^e Plan... Mais comme conclue un rapport du CELIB sur la transformation de la viande, « la difficulté essentielle tient à trouver un promoteur ». Et nos technocrates de rejeter la responsabilité sur les travailleurs, en parlant de « climat social dur » à Carhaix ! On connaît le refrain : les municipalités de gauche repoussent les usines !

Les promesses non tenues sont le « désenclavement » routier et ferroviaire, ce fameux « axe central » du Plan Routier Breton qui n'a pas avancé d'un mètre, et cette voie ferrée Carhaix-Gourin-Rosporden qui selon la rumeur va être mise à voix normale (alors que de 1966 à 1976, les effectifs du Réseau Breton sont passés de 488 à 200 personnes).

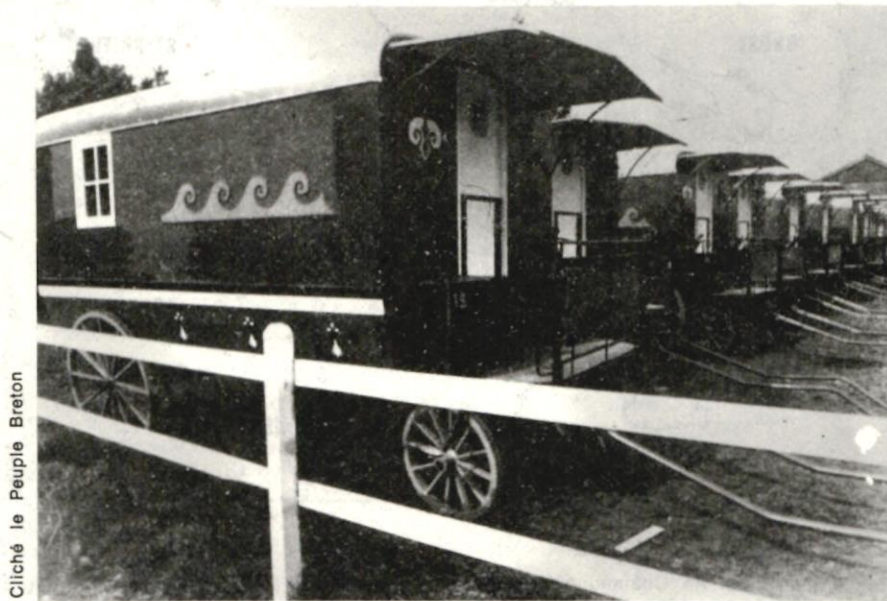
(Suite page 10)

BREST

A NE PAS MANQUER

LE CENTRE-BRETAGNE

(Suite de la page 9)



Cliché le Peuple Breton

Le cheval remplace le chemin de fer : on n'arrête pas le progrès !

Les promesses et les mensonges, c'est encore l'AOIP... Viendra, viendra pas ? Viendra pas si vous manifestez pour la réclamer, disent les notables. En fait, nous voyons mieux aujourd'hui ce que vaut la prétendue « vocation électronique » de la Bretagne, et comme le notait le **Télégramme**, « au conseil d'administration d'une usine de l'AOIP dans notre région, les annonces d'implantation à Carhaix sont devenues aussi célèbres que les adieux à la scène de Barbara ou les fiançailles de Mireille Mathieu. On les prévoit à l'avance tout en sachant qu'il n'en sera rien. »

Bien sûr, quelques promesses moins vagues sont aussitôt suivies d'effet : la « vocation militaire » qui nous amène des manœuvres de plus en plus fréquentes dans les Monts-d'Arrée, dans la région de Rostrenen, même des défilés, et qui peut-être livrera la centrale désaffectée de Brennilis... à la Marine ! C'est aussi la « vocation touristique » prêtée au centre-Bretagne, ce développement du tourisme à pied, à cheval et en voiture que l'on fait miroiter à tant de municipalités ! C'est à ça que sert feu le CIDECOB dans les Côtes-du-Nord, et le Parc d'Armorique dans

le Finistère, avec ses écoles devenues musées, ses gares bientôt « pavillons de chasse », et ses roulottes carnavalesques qui sont une caricature du tourisme populaire et n'offrent que quelques emplois sous-payés pendant la saison. 1 200 F par semaine la roulotte : où va l'argent ?

Si la Bretagne, aux yeux du pouvoir et du capitalisme, est comme beaucoup de zones périphériques de l'Europe, un vaste réservoir de main-d'œuvre jeune et un vaste parc pour touristes fortunés, le centre-Bretagne en est le symbole : une démographie qui touche au « seuil critique », un pays qui se transforme en désert, des travailleurs surexploités, des écoles, des gares, des usines fermées, des voies ferrées livrées aux chevaux et aux randonnées pédestres, un sol folklorisé ! Des jeunes qui, pratiquement tous, doivent partir.

POURTANT DES SOLUTIONS EXISTENT !

Il faut non seulement dénoncer cette politique de ruine de la Bretagne cautionnée par les notables bretons, refu-

ser la résignation, mais aussi dire que la Bretagne est riche, que le centre-Bretagne est riche de possibilités. C'est d'abord une région d'élevage qui produit plus de 10 % de la production animale bretonne (bovins, lait et viande, aviculture, porcs, ovins, etc...). Si seulement ces produits agricoles étaient transformés sur place ! On sait que plus de 10 000 emplois pourraient être créés en Bretagne pour la transformation du lait, si celle-ci correspondait à la production. Or le pays de Carhaix collecte beaucoup moins qu'il ne produit, et transforme peu (poudre et fromagerie UNICOPA). Mais c'est surtout la viande dont la transformation échappe à la région. En 1971, pour l'aire du CIDECOB (Poyer + Guingamp), seuls 12 % des bovins, 17 % des veaux, 45 % des porcs produits étaient abattus dans la région, et seul 4,5 % du porc transformé (salaisons - charcuterie) ! La situation n'a pas changé. Seuls les abattoirs de volailles dépassaient la production locale (133 %).

Un développement de l'industrie agro-alimentaire est donc possible, et même **nécessaire**. Tout le monde en a conscience, apparemment, puisque le CELIB se basait sur ce développement pour avancer le chiffre de 1 700 emplois, tout en sachant que les groupes multinationaux (anglais surtout) rachètent parfois dans la région, mais ne s'implantent pas, d'abord à cause de la faiblesse des marges, ensuite parce qu'ils trouvent la Bretagne trop éloignée des grands centres de consommation européens. Se plaçant dans une optique capitaliste, ce plan du CELIB n'est qu'un vœu pieux. Nous avons vu que le développement de la Bretagne n'est pas compatible avec le système ni le pouvoir actuel. C'est dans une perspective socialiste que se place nécessairement ce développement, dans le cadre d'une planification de l'économie au service des hommes et des peuples, et non des monopoles. Hors de cette perspective, on conclura toujours naïvement une bonne étude technique en disant « la difficulté essentielle tient à trouver un promoteur », et on laissera crever le centre-Bretagne. Au mieux, on saura attirer un patron-pirate qui surexploitera ses travailleurs.

Si au contraire, on veut stabiliser la population agricole en maintenant dans des limites viables la petite exploitation, si on veut exploiter le sous-sol breton, qui est riche en minerais de qualité (cuivre de Bolazeg) comme le montrent les nombreux sondages du BRGM dans la région (et aussi l'histoire !), si on veut développer sur place une transformation de la production agricole, si d'une façon générale on veut exploiter

les ressources naturelles de la Bretagne, il faut lutter pour un autre système, contre le capitalisme et la loi du profit maximum qui dit surexploitation coloniale ou émigration.

Lutter pour la vie du centre-Bretagne, c'est donc lutter pour un autre système, c'est se battre pour le socialisme. Mais c'est poser les problèmes en termes clairs, et ne pas se contenter de vagues généralités ! C'est proclamer la volonté des Bretons de vivre en Bretagne — toutes les manifestations, les conflits, les sondages le prouvent : la Bretagne est, avec la Corse, la région de plus fort attachement — ; c'est aussi affirmer la nécessité d'un développement harmonieux de la Bretagne — le centre-Bretagne, bretonnant et héritier d'une culture populaire riche, ainsi que d'une tradition politique progressiste, refuse de devenir un désert ou un parc folklorique, même dans le cadre d'une Bretagne littorale plus développée qu'aujourd'hui ! C'est enfin affirmer cette volonté de conserver notre identité bretonne, et de développer notre personnalité originale — là encore les sondages le prouvent, et plus près de nous des enquêtes réalisées auprès de jeunes de notre région qui révèlent par exemple que plus de 80 % des enfants et des adolescents souhaitent savoir le breton, et que la même proportion de parents y est favorable.

Il ne faut pas non plus se bercer d'illusions. Si l'appel aux pouvoirs publics n'a aucune chance d'être entendu actuellement, l'attente confiante et passive risque de se révéler également vaine dans le cas d'un changement de pouvoir politique, dans la mesure où le problème n'apparaît pas comme une priorité. Seule une mobilisation unitaire des travailleurs bretons sur ces thèmes a quelques chances de faire renverser la vapeur, à court terme en faisant reculer le pouvoir giscardien, à plus long terme en posant à un pouvoir socialiste le problème de la survie du peuple breton, et de la vie en centre-Bretagne.

Bref, poser les problèmes en termes clairs c'est affirmer avec l'U.D.B. l'existence d'un peuple breton, historiquement défini, avec ses aspirations propres, et dont les aspirations majeures aujourd'hui sont le droit de vivre, de vivre sur place, de vivre décemment, d'être lui-même.

Fédération du centre-Bretagne.

Tourisme VERNEY/C.A.T.
Excursions à Jersey
Gare Routière — LANNION
Tél. 37.02.10

BAR — TABACS — JOURNAUX
ty JOBIC
J. N. MANGARD - Tél. 35.23.17
22700 PLOUMANAC'H

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, Brest-t. 44 14 54-c.c.p. 2009-12 Rennes

colin

*Signée par sept
partis de 6 pays*

un document international...

**La Déclaration de
Brest**

imprimée en suisse,
diffusée en Bretagne par l'U.D.B.
4 francs (3 francs + port)

à verser à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX
C.C.P. Rennes 2.365.78

« au fer
hotel à cheval »
restaurant Salles de réunion
locronan Tél. 91.70.67

LE KABIG ne minor
LE CABAN
LE DUFFLE-COAT
ANGLAIS
**LES VÊTEMENTS
MARINS**
C'EST **LE BOZEC**
Place du Martray - Paimpol
5 % de remise sur tout achat sur
présentation de cette annonce



JOSSIER ELECTRONIQUE
35, place des Otages - morlaix tél 88.08.78
radio - télévision - disques - haute-fidélité



LOIRE-ATLANTIQUE

CHEIX-EN-RETZ LA FÉODALITÉ ÇA EXISTE !

C'est une vieille affaire de tentative d'expulsion (qui est presque effective aujourd'hui). Le propriétaire, Rondineau, 73 ans, retraité agricole est un propriétaire de type féodal. Bien qu'ayant mis ses terres en fermage et en métayage (vignes), il s'est toujours senti le maître incontesté. Ces vignes sont en partie des cépages prohibés depuis les années 50. C'est à la suite du refus — légal — des époux Mouillé, les fermiers, d'exploiter ces plants interdits que Rondineau décida de les chasser. Il s'ensuivit une énorme et douteuse procédure et Rondineau ne resta pas inactif : il entrava le travail des fermiers, détruisit des clôtures, pollua le puits, détruisit des toitures. Le 25 Juillet



D.R.

Les forces de l'ordre au service de la plus archaïque conception de la propriété.

(notre photo) plus de 3.000 personnes sont venues soutenir les fermiers. Mais les forces « de l'ordre » veillaient : l'accès de la ferme était interdit ! Le droit au travail est bafoué à Cheix-en-Retz et ceci avec l'active responsabilité du préfet.

ILLE-ET-VILAINE

SAINT-MALO PAS D'EAU. POURQUOI ?

Les organisations politiques et syndicales de gauche de la région malouine (dont l'UDB) estiment que la sécheresse actuelle n'est pas la cause principale du manque d'eau dans la région. Pour elles, la cause essentielle, c'est l'absence d'une politique d'ensemble et l'imprévoyance des responsables locaux.

Ceux-ci sont accusés d'avoir attendu le pire pour prendre des mesures provisoires coûteuses, de ne pas avoir informé la population depuis des années ; de ne pas avoir fait passer ce problème en priorité — avant les parkings et la plaisance pour touristes — ; de ne pas avoir coordonné l'approvisionnement malouin avec celui des communes de la région et du département ; d'avoir accepté que des égoûts (de St-Coulomb) se déversent dans un étang-réservoir (à Ste-Suzanne), etc...

Bref une politique d'incapacité : celle des élus de la droite gaulliste et giscardienne !

MOR-BIHAN

SAINT-TUGDUAL PRIORITÉ A L'AGRICULTURE

Près d'une centaine de cultivateurs ont manifesté à Saint-Tugdual.

Mécontents de la vente de deux hectares de terre cultivable à un particulier pour bâtir une résidence secondaire, ils ont labouré le terrain.

Un des responsables de la manifestation a ensuite expliqué que cette action visait à améliorer la législation actuelle en matière de cumuls et de constructions de résidences secondaires en campagne.

« Si chaque Français voulait acquérir deux hectares pour sa résidence secondaire, il faudrait le double de la superficie de la France ! », devait-il déclarer.

COTES-DU-NORD

PLEUMEUR-BODOU UN AVEU DE TAILLE !

Un administré ayant protesté auprès du maire contre le sacage du site de dunes de Landrellec par la construction de maisons particulières, le maire a précisé dans la presse locale qu'un lotissement de 15 lots avait été conformé en 1966 par l'autorité préfectorale. Le maire « reconnaît que ce lotissement n'est pas très heureux en ce magnifique endroit, mais il a été obtenu par pression ministérielle et la municipalité ne pouvait rien faire pour l'empêcher » !

FINISTERE

QUIMPERLÉ ATTEINTES AU SERVICE FERROVIAIRE

Depuis le 30 mai, la transformation de deux trains express en « trains rapides avec supplément » entraîne une hausse importante des petits parcours, au départ de Quimperlé, notamment :

- Un aller Quimper plein tarif coûte 15 F. au lieu de 11 F.
- Un aller Lorient plein tarif coûte 9,20 F. au lieu de 5,20 F.
- Un aller Lorient quart de place coûte 5,30 F. au lieu de 1,30 F.
- L'interdiction d'emprunt pour les titulaires de cartes d'abonnement du travail !

BRETAGNES

REVUE LITTÉRAIRE ET POLITIQUE

Le numéro 3 de la revue est paru

Prix : 9 F le numéro, 12 F port compris.

« BRETAGNES » Impasse de la Fontaine-au-lait — 29210 MORLAIX

ORGANISATION DE BUREAU
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
CAISSES ENREGISTREUSES
FACTURIÈRES - COMPTABLES

Mobilier bois :
NEGRONI
Mobilier métallique :
ATRH0

S A M A

Service après-vente

Bureaux et Magasin :
11, rue Duchesse-Anne - BREST - Tél. 02.25.74
(Face au Lycée de St-Marc)

Interview d'Hélias à Play-Boy...



Cliché le Peuple Breton

« Il n'y a pas que les filles qui se mettent à nu dans Play-Boy. »

YVONNIG

PHOTOGRAPHE

PAIMPOL

TÉL. : 20.80.83

A NAIZIN (56)

Samedi 14 Août à 21 heures

SOIREE FOLK

avec :

NA BUACHAILLI (Irlande)

DJIBOUTJEB (Folk marin)

KADIC HA KIMRY

Possibilité camping gratuit

Une seule maison de disques
dans l'hexagone est à la fois
totalement indépendante
quant à sa gestion,
sa production, sa distribution
multinationale,

C'est une maison
bretonne, C'est



Le Pays Gallo Un répertoire musical méconnu

En pays gallo comme ailleurs, la culture musicale traditionnelle comporte plusieurs volets : musique à danser, chants à danser, métiers, etc... La richesse de chacun de ces genres est considérable, mais il semble qu'elle le soit plus encore pour les airs à danser, sans doute parce que les recherches ont été plus importantes dans cette branche. Les danses varient évidemment beaucoup d'une région à l'autre. Il arrive fréquemment que, sans y être strictement confinée, telle danse soit spécialement répandue et populaire dans tel terroir. On peut ainsi définir divers « pays » caractérisés par une ou plusieurs danses.

UN REPERTOIRE RICHE

Si le pays de Dol est indiscutablement le fief des **avant-deux**, on en rencontre aussi à Combourg, à Dinan (Guéden), au Cap Fréhel et plus à l'ouest encore, en pays rennais, dans le Morbihan gallo. Quant au plus connu des avant-deux, l'**avant-deux de travers**, il est commun à la région de Châteaubriant et à tout le nord de l'Ille-et-Vilaine. Toutes ces danses s'exécutent en quadrettes, parfois par huit ; elles ont souvent un pas très élaboré et comportent de nombreuses figures.

On danse aussi par quadrettes dans les pays de Rennes et de St-Brieuc, mais ces deux terroirs sont plutôt le domaine des évolutions par couples, **bals** (de Jugon, d'Erquy...), **polkas** (de Lamballe, piquée...) et danses comportant un pas de **gigouillette** (la gigouillette, les allumettes, violette). La **guibra**, si populaire en pays de Rennes, serait originaire du pays de Dol. Pratiqué dans le secteur de Bazouges-la-Pérouse, Antrain, Fougères, le **pas-de-sept** se retrouve dans le Morbihan gallo.

Les danses reines des pays de Redon et de l'Oust sont les **ronds** (de l'Oust, de Loudéac...) et les **pilé-menus** que l'on confond souvent avec la dañs plin dans les festou-nos modernes. Comme il se doit, les pays de l'Oust n'ont pas le monopole de ces deux danses : on retrouve le rond en presque guérandaise (rond et bal paludiers) ainsi qu'en pays de Nantes (rond de Sautron, piqué ou non...), et le pilé menu est couramment dansé autour de Rennes et dans le Morbihan.

Aux danses déjà citées, le Morbihan gallo ajoute l'**en dro** et le **laridé** à six temps qu'il partage avec le Vannetais bretonnant.

LE BINIOU, VICTIME DE L'ALIENATION

Il n'est pas question de citer ici toutes les danses du pays gallo ; je n'ai fait que survoler les divers grands terroirs en essayant de montrer la richesse et la diversité de leur répertoire.

L'accompagnement musical de certaines danses est purement vocal : c'est le cas des ronds par exemple. Mais la Haute-Bretagne connaît aussi un certain nombre d'instruments réputés « traditionnels » : l'accordéon, le violon, l'harmonica, les clarinettes, les flûtes de sureau, la vielle... Parmi ceux-ci, l'accordéon et la clarinette sont les derniers venus ; à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, ils ont peu à peu supplanté les flûtes traditionnelles et le biniou gallo, assez semblable au biniou koz de Basse-Bretagne, en plus grand.

Pourquoi a-t-on laissé tomber ces instruments ? Il suffit de se rappeler que cette époque était celle de la Troisième République dont chacun connaît l'attitude vis-à-vis des peuples de l'hexagone et de leurs cultures. Le mépris de la bourgeoisie française pour les cultures musicales paysannes n'est sûrement pas étranger à l'abandon de leurs instruments traditionnels par les Gallos : le pauvre biniou plouc ne faisait plus le poids face aux instruments prestigieux qui venaient de France. Il faut dire aussi que l'accordéon apportait de nouvelles possibilités musicales.

La culture musicale gallo occupe une place non négligeable dans la culture bretonne en général, et il convient de lui donner la part qu'elle mérite. Il ne faut pas négliger le rôle de la culture dans la désaliénation du peuple breton, en particulier des gallos qui ont si souvent, en plus, le complexe de la langue. Le fait qu'ils se désignent parfois eux-mêmes par le sobriquet de « sots-bretons » suffit à illustrer le désarroi de ces bretons coincés entre l'impression de pas participer à la communauté bretonne, puisqu'ils ne parlent pas (ou plus) la langue, et la certitude de ne pas appartenir à la communauté culturelle française puisque celle-ci les rejette et que, malgré tout, ils se savent bretons au plus profond d'eux-mêmes.

Georges Glemot

COUGNA-BAR



- BAR D'AMBIANCE -
BIÈRES ÉTRANGÈRES

Rue Yves-Collet

BREST

3 REMARQUABLES DISQUES GALLOS

Le Pays gallo continue à améliorer et à diversifier ses apports à la culture populaire bretonne. 3 disques récents sont le reflet de cette réintégration d'une partie de notre héritage collectif. Mieux, ils montrent que, sur cette base, peut s'élaborer une création originale faite pour les Bretons d'aujourd'hui.

● « FOLK GALLO » DES NAMNETES

À la recherche, l'inventaire continu en Haute-Bretagne. Du pays de Rance au Pays de Retz en passant par Plœrmel, le nouveau groupe « Namnetes » nous apporte 13 morceaux chantés et instrumentaux, pour une bonne part inédits (1). Les voix sont bonnes, la diction est nette, les arrangements musicaux sont fidèles tout en étant relativement modernes (bajo, guitare).

● LE « DERNIER » DES KOUERIEN

APRÈS 2 disques prometteurs, le groupe nantais des Kouerien a décidé de clore sa brève existence par un disque où les techniques nouvelles, la musique dite électronique, s'allieraient aux chants et airs traditionnels, selon le mode d'expression élaboré par Alan Stivell et ses musiciens en 1973-74 (2). Le résultat est excellent et, de plus, très original. Dans ce 3ème disque, dont l'enregistrement est très soigné, on trouvera, pêle-mêle, des chants bien connus du pays gallo (« Ce n'est pas la caille »), bien harmonisés et chantés de façon « chorale » très élégante ; des danses du pays nantais, fidèlement restituées avec des instruments non traditionnels (basse acoustique, bouzouki) ; et des adaptations d'airs traditionnels avec des instruments et des rythmes modernes. Et, fait remarquable, les relents de rock et l'usage de guitares acoustiques n'est jamais synonyme de cacophonie. L'ensemble est bien dominé, bien interprété, hormis le dernier air de la première face (Diskriner). À noter aussi la volonté de juxtaposer des thèmes musicaux de Haute et de Basse-Bretagne, avec un égal souci de qualité. Bref, un très bon disque qu'on n'espère pas être le dernier du groupe.

● « LA DECOUVERTE OU L'IGNORANCE » DES TRI YANN



NOUS avons déjà signalé l'intérêt majeur du 3ème 33 tours des Tri Yann, « Suite galleise », tant sur le plan de la recherche ethnologique que sur celui de la qualité musicale (3). Plus, ce disque montre que les chansons du pays gallo pouvaient, elles aussi, être utilisées dans une renaissance culturelle, à condition de conserver par rapport à leurs textes souvent déformés et à leurs rythmes parfois afadis ou inadaptés aux mentalités d'aujourd'hui la possibilité d'innover.

Cette possibilité de créer à partir d'un héritage culturel ancien a été exploitée au maximum dans le dernier album des Tri Yann (4). Ceux qui contestaient à ce groupe la qualité de « breton », ceux qui lui reprochaient encore une certaine facilité doivent écouter ce disque et lire sa pochette, 120 heures de travail à l'enregistrement, introduction d'instruments nouveaux pour le groupe (palterion, auto-harp, dulcimer), des qualités vocales et instrumentales affirmées, enfin une vision résolument politique de l'œuvre culturelle à réaliser, voilà quelques-unes des raisons de la grande valeur de ce disque. La pochette accompagne et aide sa découverte en illustrant chaque air d'un commentaire historique ou politique et d'un document illustré de qualité ! Un poème du grand poète breton Meschinot (qui le connaît ?) « contestataire » du XIV^e siècle, est accompagné par un air provençal ancien, pour bien montrer que la musique n'a jamais connu de frontière. De bons arrangements valorisent des airs traditionnels connus tel « La jument de Michao ». Et surtout, des compositions relient le disque à l'époque actuelle, aux problèmes actuels des Bretons. « Le grand valet », composition moderne des Tri Yann sur le mode traditionnel, dénonce les préfets, la centralisation,

le détachement forcé de la Loire-Atlantique :

« J'ai servi le roi, mon maître,
toujours je le servirai ».

Le thème traditionnel de la femme et l'eau est repris dans un beau poème musical (le mariage insolite). Enfin, outre une évocation en breton de la lutte des paysans morbihannais contre la conscription, en 1793, le disque se termine sur un extrait de Morvan Lebesque à la fois proclamation et appel aux Bretons d'aujourd'hui. Depuis 10 ans, les mentalités ont évolué et le « J'assume à chaque instant ma situation de Français », affirmé par Jossic pourra étonner ou irriter certains. Mais l'appel à l'affirmation bretonne qui termine la proclamation est bien un pas en avant dans la démarche des Tri Yann, un pas très pédagogique en pays nantais. Quoi qu'il en soit avec ses airs gallos, bas-bretons, irlandais, écossais, sa perfection musicale et d'enregistrement, son éveil à l'arbitraire et à l'injustice, ce disque situe les Tri Yann parmi les tous premiers de la musique bretonne moderne. Et ceux qui préfèrent l'entraînent, la gaieté, la bonne humeur des premiers albums à la qualité de la recherche de celui-ci peuvent continuer à se procurer leurs rééditions.

Un disque prometteur, deux disques remarquables, un art musical à la fois en évolution et qui atteint sa maturité : que le lecteur n'imaginer pas que ces épithètes sont écrites à la légère.

J.-J. Monnier

- (1) disque Arfolk, 1975.
- (2) disque Arfolk, 1976
- (3) disque Marzelle - distribution Phonogram, 1975
- (4) disque Marzelle - distribution Phonogram, 1976

François BUDET

SATANAZET

Anne AUFFRET

Ar SKRILHED

Georges SMITH

MYRDHIN

Les frères MORVAN

New Folk Harmony

Ar BREIZERIEN

Michel SKOUARNEG

An TRISKELL

Bagad Lann Bihouée

Kevren Saint Marc

Xavier GRALL

GWALARN

Serge KERGUIDUFF

Kanfardet AR C'HOAT

SKED

ont fait confiance
à la qualité des
disques VÉLIA

C.A.S.E./VELIA

11, Boulevard Arago
22000 SAINT-BRIEUC
Tél. 61.43.29

CENTRE EQUESTRE STANG AR MARC'H

Réduction de 5 F par heure sur
présentation de ce numéro.

Kerampoulo
56590 ILE DE GROIX

doris
bar

JEUX - GLACES - PARKING
SALLES POUR APERITIF

Port de Kérity 29132 PENMARC'H

Peuples opprimés

CORSE

Dans U Ritornu, le journal de l'Union des Travailleurs Corses en Exil (UTCE), cette lettre d'un Corse en exil à propos du procès des patriotes corses : «...Comme tous les Corses, j'ai été indigné par l'arrestation de nos frères alors que les escrocs impunis et protégés continuent à se promener librement. Malgré tout je me taisais. J'attendais avec une certaine confiance et un espoir certain la justice. Mais de jour en jour, ma confiance diminue et mon espoir s'envole... J'ai compris que nous serions toujours des parias! Oh! Bien sûr! Si nous consentons à nous laisser couler dans le moule national, si nous oublions notre Patrie, si nous savons rire plus fort que les autres lorsque le boute-en-train d'une réunion raconte la « dernière histoire corse », on nous admet, on nous tolère. Mais si nous voulons affirmer notre originalité, notre « droit à la différence », nous redeviendrons vite le « sale Corse », celui qui ne veut pas reconnaître la générosité de la France à son égard! Oui, je sens que je deviens de plus en plus autonomiste et de moins en moins modéré! »

IRLANDE

Du 19 au 25 juillet 1976 s'est tenu à Dublin, le Festival anti-impérialiste où l'U.D.B. a été représentée par notre camarade Daumer, membre du Bureau politique.



Cliché Le Peuple Breton

Y. Daumer devant le siège du Sinn-Fein



LES JEUX DE LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE

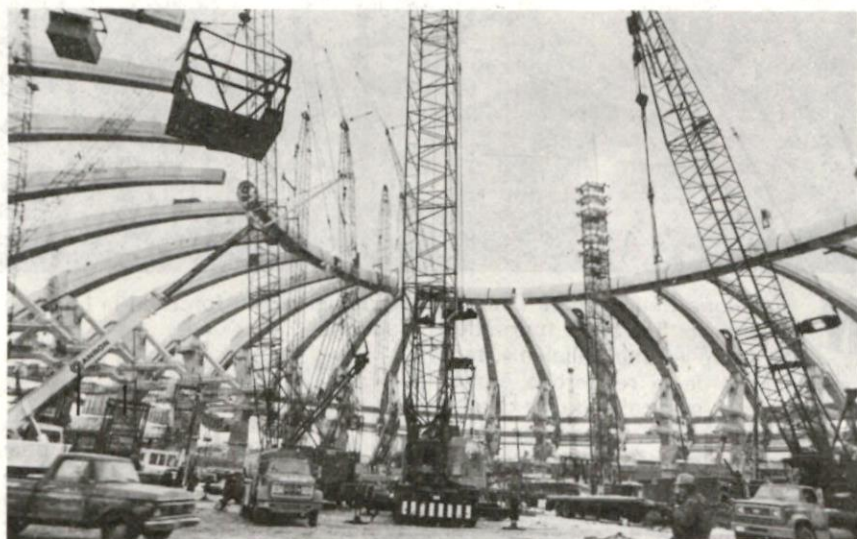
UN ARTICLE DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC

Monsieur Jean Drapeau, Maire de Montréal, compte parmi ses grands amis le Chah d'Iran et d'autres personnages de même acabit. Leurs méthodes employées réciproquement pour conserver le pouvoir reposent sur les mêmes bases : l'armée et l'appui de la bourgeoisie internationale que ces dictateurs obtiennent grâce aux projets de grandeur financés à coup de milliards de dollars sur le dos du peuple.

3 000 terroristes qui voulaient mettre Montréal à feu et à sang ». Le Parti Civique de Jean Drapeau emporte facilement (!) les 52 sièges que compte le conseil municipal de Montréal.

L'opposition écrasée se dissoudra dans des querelles intestines et le prestige renouvelé du Maire de Montréal lui permettra de lancer sa campagne pour l'obtention des jeux.

mascarade bourgeoise. Nous ne voyons pas en quoi l'obtention de médaillés établirait la supériorité du socialisme sur le capitalisme. Cette participation cautionne le racisme de l'Afrique du Sud et diminue le poids politique des pays africains qui se sont retirés des Jeux. Cette participation tend aussi à cautionner la campagne de mystification de la bourgeoisie entamée sur la paix et la fraternité entre les nations et les hommes alors



Bertrand/Gamma

Des milliards de dollars pour la satisfaction de la bourgeoisie...

OCTOBRE 1970 : COUP D'ETAT A MONTREAL

Prétextant de l'enlèvement du chargé d'affaires commerciales de la Grande-Bretagne à Montréal et du ministre du travail de la province de Québec, le gouvernement canadien proclame la loi des Mesures de Guerre, alléguant l'existence d'un « état d'insurrection appréhendée » au Québec.

Le Maire de Montréal, via sa police, a fourni au gouvernement canadien les « preuves » jamais révélées de cette « insurrection » en préparation ainsi qu'une liste de 3 000 personnes devant être arrêtées. Parmi celles-ci, plusieurs candidats du Front d'Action Politique (F.R.A.P.), parti ouvrier municipal, sont effectivement arrêtés le 16 octobre jour de la proclamation de la loi des Mesures de Guerre, et détenus jusqu'au jour de l'élection. Toutes les media d'information bourgeoises donnent la manchette au maire et au ministre fédéral, Jean Marchand, qui affirment que le F.R.A.P. était « une couverture pour

LES JEUX NE COUTERONT RIEN

Dès ce moment, le Maire matraque à coups de conférences de presse la population : « Les Jeux s'autofinanceront, les Jeux ne coûteront rien, il n'y aura pas de déficit », etc... Nous savons maintenant que le déficit dépasse d'ores et déjà le milliard de dollars (*) et qu'il pourra atteindre près de deux milliards.

Une série de scandales de pots-de-vin éclatera pendant la durée des travaux et amènera la prise en charge des chantiers du stade olympique par le gouvernement du Québec. Le déficit est payé par les coupures dans les budgets du gouvernement pour les services de santé, d'éducation, de constructions d'habitations à loyer modique, etc... Les taxes et les impôts s'accroissent du même coup pour payer les frais de l'aventure olympique : plus de 200 millions de dollars !

Le Parti des Travailleurs du Québec déplore vivement la participation des pays socialistes à cette

que le peuple palestinien est victime d'une nouvelle tentative de génocide, et que des milliers d'ouvriers, d'intellectuels et de paysans croupissent et succombent dans les prisons des pays fascistes tels que le Chili, l'Espagne, l'Argentine, etc...

Il n'y a pas de fraternité possible tant qu'il y a des exploités et des exploités, tant qu'il y a lutte de libération des exploités et des peuples opprimés. La fraternité vient par et après la révolution.

Parti des Travailleurs du Québec

(*) Soit près de 500 milliards d'A.F. !!!



L'ARMORIQUE

le huelgoat (finistère)

hotel - RESTAURANT
BAR - GRILL

**BAR
LES FAUVETTES**

Guinness à la presslon
SOIRÉES CABARET
Salle pour réunion

Rue Consell BREST 44.46.67

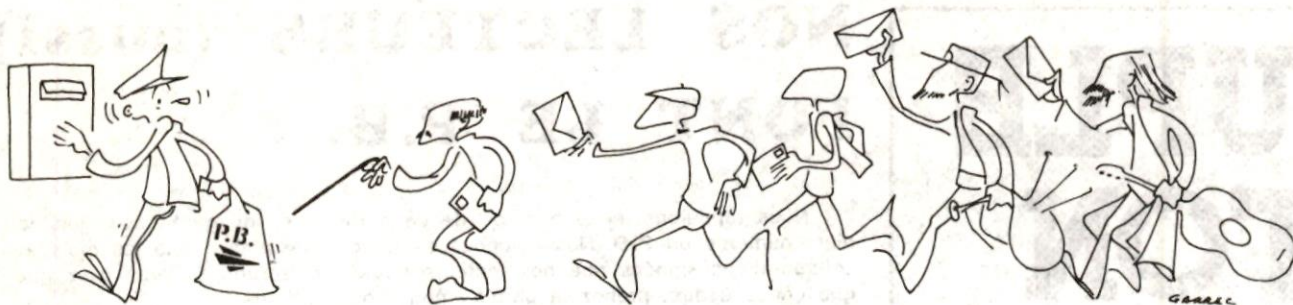
AGENCE IMMOBILIERE JACQUES GUEGAN

14, boulevard Leclerc

LORIENT - Tél. 21.19.21

Transactions immobilières — Terrains — Appartements

Fonds de commerce



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Il y a quelque temps déjà, nous annonçons notre intention de modifier la formule du journal et demandions à nos lecteurs de nous dire comment ils verraient ce nouveau P.B., de nous indiquer ce qu'ils aimeraient y trouver. Le numéro de septembre sera le premier de la nouvelle formule : avant sa parution, nous donnons la parole à quelques-uns des nombreux lecteurs qui nous ont fait part de leurs remarques et suggestions.

Un souci commun à la plupart de nos correspondants est l'appréhension de voir le P.B. changer radicalement son contenu. Satisfaits de la formule actuelle, ils apprécient le sérieux des dossiers et ne veulent pas de mode. « Une nouvelle formule ? Oui, mais ne changez pas trop ! »

DES DOSSIERS BIEN FAITS

J'espère qu'avec un format plus petit vous ne réduirez pas l'importance des dossiers comme « Le lait », car en général je les trouve bien faits.

D. Gal,
Paris.

TOUT EST POLITIQUE MAIS QUAND MEME...

Tout d'abord je dois avouer que le P.B. actuel me paraît très valable, tant au point de vue rédaction des articles que mise en page de ces articles, et suis toujours très heureux quand je le reçois. Contrairement à certains qui le disent triste et ennuyeux, je pense que sa lecture est très agréable...

Je ne sais pas exactement quel sera le nouveau format du journal, mais j'ai entendu dire qu'il sera un peu du genre « Nouvel Observateur »... C'est là que je commence à avoir des craintes. Pour le moment, en effet, on ne peut dire que les articles publicitaires soient trop nombreux ; nous pouvons donc vous en féliciter. Mais lorsque je vois la publicité que contient le « Nouvel Obs. », j'ai peur que ce ne soit le sort de notre journal. Je sais que cette publicité est nécessaire pour permettre à un tel journal de vivre, mais je vous avoue franchement que je préfère lire un journal beaucoup plus modeste, avec un papier de moindre qualité, avec moins de photos et même uniquement en noir et blanc, plutôt qu'un journal publiant des slogans comme : « Renault 14, la 7 CV du bonheur » etc...

L. Lintanf,
Plestin-les-Grèves

NE SACRIFIEZ PAS AU GOUT DU JOUR

Un nouveau P.B. oui, mais ne sacrifiez pas trop au goût du jour. Surtout pas de mode : je ne pense pas que les femmes qui vous lisent attendent cela de votre journal. Laissez cela aux journaux spécialisés dits « féminins ». Quant au reste, nos problèmes sont les mêmes que les vôtres, messieurs. Liberté ou aliénation pour tous...

A. Nicolas,
Nantes.

Quant aux suggestions sur le contenu du nouveau P.B., elles sont à la fois nombreuses et variées, parfois contradictoires comme nous le verrons. C'est le domaine culturel et artistique que la majorité des lecteurs qui nous ont écrit aimeraient voir se développer, avec une palme pour l'histoire, celle de la Bretagne et des pays celtiques.

DE TOUT, UN PEU

La lectrice précédente poursuit :

Peut-être une page culturelle plus dense et plus régulière, des reportages sur de bons spectacles, fêtes de soutien ou manifestations comme celle du 25 avril à Nantes qui n'a pas eu l'écho que nous aurions souhaité dans votre journal... Une étude sur l'artisanat en milieu rural et dans les grandes villes, les possibilités de travail en Bretagne, des interviews de personnalités bretonnes du monde du spectacle et politique. Aux moments des élections, un spécial P.B. avec vos objectifs politiques et la date et le lieu des débats publics, car si vous attendez cela de la presse locale !... Enfin, une page humoristique ou de bandes dessinées. Mon fils de 14 ans a beaucoup apprécié les « Bonnets Rouges » de Nono.

A. Nicolas,
Nantes.

SE CANTONNER AUX NOUVELLES BRETONNES

...Finalement, je souhaite lire un journal présentant largement des informations à caractère économique et social, gardant un éditorial, des nouvelles brèves des sections ; en somme je souhaiterais voir réduire la place consacrée aux peuples opprimés, car si cela est bien sûr important, on peut trouver ces informations dans les journaux parisiens. Si je suis votre logique, il faudrait faire la revue des questions de politique française et internationale, du sport en France et à l'étranger, des arts et des lettres, des sciences. Où irions-nous avec 16 pages ? Non, il faut se cantonner, par nécessité aux nouvelles bretonnes (car celles-ci ne sont pas correctement exposées dans

la presse française et, surtout, pas ou mal analysées), et aussi écossaises, galloises, irlandaises, cornouaillaises...

J'en arrive à ce que je trouve fondamental : l'histoire. Pourquoi ne pas publier régulièrement des articles essayant de retracer l'histoire de la Bretagne, depuis les origines du peuple breton jusqu'à nos jours, en mentionnant les mouvements qui se sont organisés pour défendre les intérêts bretons, les luttes de libération, les servitudes sous l'occupant...

J.F. Pochon,
Libreville - Gabon.

A l'inverse :

COMBAT INTERNATIONAL

Je trouve très intéressante et surtout très importante la rubrique consacrée aux minorités du Monde entier et qui insiste sur le caractère fondamental de notre combat qui est international (contrairement à ce que beaucoup pensent en nous traitant de chauvins et de passésistes ; ils ne doivent pas lire le P.B. ceux-là). Ainsi, il est bon je pense d'élargir cette rubrique...

L. Lintanf, Plestin

ENCORE DE L'HISTOIRE

Je pense qu'un journal comme le P.B. devrait de temps à autre, mais assez souvent, rappeler le passé de la Bretagne. J'ai souvent parlé avec des Bretons de ce passé et me suis rendu compte que bien peu le connaissent. Sans faire un historique très approfondi, je pense qu'une petite rubrique rappelant l'origine du peuple breton, l'invasion progressive de l'Armorique aux 14^e et 15^e siècles, la lutte avec les Gallo-Romains, les rois bretons, les ducs, les Alain, les Conan, les Hoël, les Pierre, les François, Judaël et autres, pourraient intéresser ceux qui ne pensent pas que le Monde commence avec eux et que d'autres avant eux ont aussi eu des problèmes.

R. Tassel, 14 - Cabourg

SPECIALITÉ
DU PAYS

ELIXIR D'ARMORIQUE

La grande liqueur
Bretonne fabriquée
à LANNION par
la Distillerie
WARENGHEM



B. P. 5 - Tél. 35-00-08

LE PAYS DES CONTES

La Bretagne est, comme chacun le sait, le pays des contes et légendes. Les jeunes — dont je suis — confrontés aux réalités souvent amères de la vie moderne, aimeraient certainement s'évader un peu en lisant des contes et légendes bretons tirés de manuels ou, mieux peut-être, racontés par de vieux paysans ou pêcheurs...

Bon courage dans votre lutte de sensibilisation aux problèmes économiques de notre région.

R. Bourhis,
Kiel — Allemagne

LA SALADE AU SUCRE DE COMBRIT

Des articles sur la gastronomie bretonne qui fait partie de notre héritage ethnique. Il nous appartient de maintenir et développer notre cuisine, même quand les Français ne l'aiment pas. Exemple : la salade au sucre de Combrit comme en Allemagne du Nord et en Scandinavie.

P. Kérisit, Combrit

PLUS SOUVENT ET PARTOUT

J'attends chaque mois votre journal avec impatience et je souhaiterais qu'il paraisse plus souvent. Mais bien sûr je comprends vos difficultés (financières et autres)... J'espère qu'après sa transformation, votre journal deviendra celui de tous les Bretons et qu'il sera possible de le trouver chez tous les marchands de journaux. Il manque à la Bretagne un journal breton à grande diffusion pour concurrencer, et je l'espère supplanter un jour la presse régionale au service du capitalisme français.

Mme Talarmin, Brest

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST - Tél. 44-33-21

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29200 BREST CEDEX

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Cl-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Cl-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

NOS LECTEURS (aussi) FONT LE P.B.

Nous rappelons ici le principe de cette rubrique, inaugurée avec les derniers numéros du P.B. Nos colonnes s'ouvriront désormais tous les mois aux collaborations signées que nos lecteurs nous adresseront. Si vous avez quelque chose à dire, prenez la parole : nous vous l'offrons.

SOMMAIRE

PAGE 3

L'U.D.B. ET
LES MUNICIPALES

PAGE 5

CHIFFRES
POUR UN COMBAT

PAGE 7

D'AUTRES
LE DISENT

PAGE 11

LE PROBLÈME
BRETON
DE BREST A NANTES

PAGE 12

AU SUJET
DE LA MUSIQUE
GALLO

PAGE 13

TROIS
DISQUES
GALLOS

PAGE 14

LES JEUX
DE MONTRÉAL

PAGE 15

COURRIER
DES LECTEURS

QUEL AVENIR POUR LA LUTTE ?

La situation de la lutte bretonne (en breton, **gouren**) est devenue fort complexe et plusieurs courants opposent les amateurs de ce sport et ceux qui le pratiquent. Un de nos lecteurs fait le point pour le P.B. et nous espérons qu'à la suite de sa lettre un débat constructif pourra s'engager pour l'intérêt de la lutte bretonne.

« Il faut combattre le caractère rétrograde de ceux qui perpétuent l'isolement des différents courants de lutte bretonne.

Il faut d'abord insister sur le fait que la lutte bretonne est un sport, donc que chacun peut en faire, sans pour autant systématiquement cautionner tel ou tel « courant du mouvement breton ». Il faut être clair, et défendre que faire de la lutte bretonne, c'est faire du sport. Les motivations individuelles ne doivent s'opposer au développement d'un sport.

Il est également néfaste de s'exclamer à chaque modification que les novateurs (comme le Dr Charles Cottonnec à son épouse) sont des « vendus qui sont téléguidés par Paris » et qu'ils introduisent ces changements pour démolir la lutte bretonne. Cela tient presque d'un complexe de persécution.

Il est tout aussi néfaste, à l'inverse de modifier un règlement sans consulter la majorité de lutteurs bretons...

Quelques dirigeants soutiennent encore que la lutte bretonne doit se développer d'elle-même sans structuration, sans centralisation : ils prétendent que toute codification irait vers un sport « robot ». C'est une erreur grossière de refuser ainsi d'enseigner certains styles qui sont jalousement gardés avec des préjugés de clans...

Quelques lutteurs défendent avec acharnement que la compétition n'a pas sa raison d'être, qu'il faut supprimer les championnats. Cela, c'est de l'utopie ; le lutteur combat pour gagner et en même temps pour son plaisir. Il cherche à mettre l'amm, et cela pas uniquement pour la médaille, mais aussi pour sa satisfaction personnelle, sa maîtrise technique et sportive. La compétition permet l'épanouissement, elle permet de porter plus haut le niveau sportif. Il faut une compétition où la victoire ne s'obtient pas à n'importe quel prix, mais s'obtient dans les règles de l'art, avec le respect de ses adversaires.

Il reste à considérer ce qui est le plus déroutant, avec les règlements techniques différents, c'est le nombre des organisations de lutte bretonne. Il existe une fédération dirigeante « reconnue », c'est la Fédération française de lutte avec son comité de Bretagne qui est le plus dynamique, mais il existe déjà entre le comité de Bretagne et la F.F.L. un désaccord sur le règlement !

Il existe ensuite une autre association : l'« Amicale des Skoliou Gouren du Léon » A.S.G.L. formée à partir du Comité de Bretagne, et qui avait pour ambition à sa création de se donner l'indépendance vis-à-vis de la F.F.L.



Photo Marc Letissier

La plus ancienne association de lutte bretonne est la F.A.L.S.A.B. fondée en 1930 avec l'aide du Dr Cottonnec. C'est l'association qui est en rapport avec la « Cornish Wrestling Association : C.W.A. » créée à la même époque en Cornouaille Britannique. La F.A.L.S.A.B. a un règlement sportif propre, mais également différent de celui de la C.W.A...

Il existe encore depuis peu une troisième ou quatrième association de lutte bretonne, c'est « Krog-e-Barz » qui a une optique différente sur le plan compétition : elle n'organise aucun championnat, elle a été créée à la suite d'une scission du Comité de Bretagne. Pour beaucoup, la situation est très alarmante pour la lutte bretonne qui n'a pas besoin

de ce morcellement, mais qui nécessiterait sérieusement un regroupement pour se consolider. Il faut reconnaître qu'un sport a certes besoin de diversité pour se développer, mais il doit aussi avoir un règlement unique et accepté de tous, chacun restant libre de favoriser telle ou telle forme technique, ou telle forme de rencontre.

Il faut donc aller au plus vite vers un règlement unique et s'y tenir ensemble ou le remanier ensemble. Il faut dépasser les idées de clans considérant les autres comme quantité négligeable. Entre Bretons on doit pouvoir se réunir pour l'avenir sportif de la lutte bretonne.

J.-P. Menou